

Date: 10.10.2013



Le programme d'économies est voté sans modifications



Les mesures structurelles et d'économies ne sont pas le fait d'un seul membre du Gouvernement, mais d'un collègue, a souligné la présidente du Conseil d'Etat Anne-Claude Demierre (ici en compagnie de Georges Godel). Elle a tenu à rappeler l'unité du Gouvernement. MÉLANIE ROUILLER

AUSTÉRITÉ. Le canton de Fribourg pourra réaliser en trois ans 415 millions d'économies par rapport au plan financier. Au cours d'un débat marathon s'étant tenu mardi et mercredi, les députés ont adopté les

13 modifications de loi nécessaires.

MICHELINE HAEGELI

Grand Conseil

L'équilibre du budget 2014, fortement dépendant du paquet d'économies proposées par le Conseil d'Etat, est ainsi assuré. L'ensemble des mesures struc-

turelles et d'économies n'ont pas été approuvées de gaieté de cœur. La grogne et une certaine amertume étaient perceptibles à gauche comme à droite, selon les sujets. Certains chapitres comme les mesures concernant le personnel, l'aide et les soins à domicile, les mesures pédagogiques ou encore les transports publics ont suscité une opposition plus marquée que d'autres.

Les domaines les plus divers sont touchés. Les quelque 190 mesures prévues ressemblent un peu à un inventaire à la Prévert. «Tous les domaines ont été examinés, toutes les Directions sont touchées», a dit la présidente du Gouvernement Anne-Claude Demierre. Quelque 54% du programme de 415 millions d'économies relèvent de la compétence du Grand Conseil.

D'autres cantons aussi

Le président de la commission de gestion et de finances Michel Losey (udc, Sévaz), le directeur des Finances Georges Godel et la présidente du Gouvernement Anne-Claude Demierre ont joint leurs efforts et leurs arguments pour convaincre le Parlement que la pilule amère devait être ingurgitée maintenant afin d'éviter des sacrifices encore plus rudes dans le futur. Peut-être à titre de consolation, la présidente du Conseil d'Etat a rappelé que 17 cantons étaient en train de se plier à un exercice similaire.

Michel Losey a souligné la fragilité du paquet de mesures et l'a comparé à un château de cartes: enlever une pièce et tout risque de s'écrouler. Les difficul-

tés auxquelles doit faire face le canton de Fribourg ne sont pas conjoncturelles, mais bien structurelles; attendre une hypothétique embellie ne servira à rien: ce n'est pas en renvoyant à plus tard qu'on améliore une situation, a mis en garde Georges Godel.

Quand même un peu résignés, les députés de tous bords sont montés au front pour défendre les visions et les intérêts de leur camp, tout en se plaignant d'être pris en otages par le budget 2014.

Mises en garde

A gauche, le chef du groupe socialiste Pierre Mauron a rappelé les nombreuses mises en garde lancées par son camp et les députés-syndics contre les baisses d'impôts successives qui ont, à son avis, grevé les finances de l'Etat. Cet argument a fait bondir Ruedi Vonlanthen (plr, Chevilles). Il a comparé Fribourg à un enfer fiscal et les baisses d'impôts n'ont pas changé grand-chose au fait que le canton se retrouve parmi les plus mal lotis en moyenne suisse.

Pas assez loin

Selon lui et le chef du groupe UDC Emanuel Waeber, le Gou-

vernement n'est pas allé assez loin et n'a pas tenu le cap des mesures structurelles. «Il aurait fallu par exemple prononcer un "personalstop" jusqu'en 2016, au lieu de prévoir une centaine de nouveaux postes pour 2014.»

La proposition du Gouvernement d'abaisser de 35% à 30% sa part dans les subventions pour l'aide et les soins à domicile est celle qui a été la plus contestée. Elle a finalement passé la rampe

par 64 voix contre 35 et 4 abstentions. A droite aussi, des voix se sont élevées contre «ce nouveau report de charges sur les communes».

Emplois préservés

Quant au volet du programme touchant le personnel de l'Etat, il a été accepté par 73 voix contre 22 et 2 abstentions. La gauche a tenté sans succès d'atténuer les sacrifices demandés au personnel. Ces derniers représentent près de 40% de l'ensemble du paquet de mesures. Il s'agit en particulier de l'introduction d'une contribution de solidarité, fixée à 1,3% en 2014 et à 1% en 2015 et 2016. «Mais les emplois sont préservés», a souligné le conseiller d'Etat Georges Godel. ■

La police aura son nouveau bâtiment

Cela fait un bail que la Police cantonale fribourgeoise attend un nouveau bâtiment. Le projet figurait déjà dans le plan financier en 2000. Le crédit d'étude a été voté il y a trois ans. «Tout vient à point qui sait attendre», a dit la rapporteure de la commission Solange Berset (ps, Belfaux), citant les paroles d'une consœur datant de 2010!

«Il y a bien une unanimité pour reconnaître la nécessité de la construction d'un bâtiment administratif pour la police», a-t-elle souligné. Le vote final des députés ne l'a pas contredite: c'est par 87 voix, sans opposition et une abstention que le crédit d'engagement de 42,5 millions a été voté.

Vu l'importance du montant, le crédit est soumis

au référendum financier obligatoire et passera en votation populaire en février 2014. Si le peuple dit «oui», le nouveau bâtiment, destiné à accueillir le commandement et les services centraux, devrait être opérationnel dès 2017. Près de 160 employés sur les quelque 670 que compte la police y trouveront leur place de travail. Le nouveau bâtiment sera le plus grand complexe administratif du canton avec une structure en bois.

En dépit d'une belle unanimité, le projet a quand même soulevé quelques questions et critiques. Tout d'abord la question du coût. Devisé à 30 millions, il a pris l'ascenseur. Et encore. Les concepteurs ont pas mal raboté. En janvier, la facture s'élevait à près

de 56 millions. Le directeur de la Sécurité et de la police Erwin Jutzet n'a pas caché s'être senti «un peu désespéré».

Vu l'écoulement du temps, le projet initial a dû être adapté: une plus grande cafétéria, des exigences normatives et de sécurité, sans oublier des

contraintes dues au site et au sous-sol en molasse. Certains ont regretté une cafétéria «fast-food» et un parking dévorant des surfaces en plein air. Une cuisine «digne de ce nom» et un parking souterrain auraient malheureusement coûté plus cher, ont expliqué la rapporteure et le conseiller d'Etat. MH